

PricewaterhouseCoopers Audit
34, place Viarme - CS 90928
44009 NANTES Cedex 1
SAS au capital de 2 510 460 €
672 006 483 RCS Nanterre

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre

EUROFINS-CEREP

Société anonyme

Le Bois l'Evêque
86600 CELLE LEVESCAULT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

PricewaterhouseCoopers Audit
34, place Viarme - CS 90928
44009 NANTES Cedex 1
SAS au capital de 2 510 460 €
672 006 483 RCS Nanterre

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre

EUROFINS-CEREP

Société anonyme

Le Bois l'Evêque
86600 CELLE LEVESCAULT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la société EUROFINS-CEREP

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EUROFINS-CEREP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 16 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note II "Principes et méthodes comptables - Immobilisations incorporelles et corporelles" de l'annexe aux comptes annuels indique que les fonds de commerce ne sont pas amortis en raison de l'absence de limite prévisible à leur durée d'utilisation et font l'objet annuellement d'un test de dépréciation consistant à comparer leur valeur actuelle à leur valeur nette comptable. L'écart entre la valeur actuelle et la valeur nette comptable fait l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation. Nos travaux ont consisté à revoir les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ce test de dépréciation et à apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 16 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives au nombre de factures fournisseurs et clients prévues par cet article.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une

incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes et Saint-Herblain, le 30 avril 2020

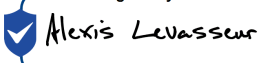
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

DocuSigned by:

790600A37FF849D...
Olivier DESTRUEL

Deloitte & Associés

DocuSigned by:

AA3827379F6042A...
Alexis LEVASSEUR

COMPTES ANNUELS

CEREP SA

Société anonyme

BP 30001 - Le Bois L'Evêque 86600 CELLE L'EVESCAULT

DATE DE CLOTURE : 31/12/2019

Sommaire

Page de garde.....	1
Sommaire.....	2
Bilan - Actif.....	3
Bilan - Passif.....	4
Compte de résultat.....	5
Compte de résultat (suite).....	6
Intercalaire.....	7
Règles et méthodes comptables.....	8
Immobilisations.....	13
Amortissements.....	14
Provisions inscrites au bilan.....	15
Etat des échéances des créan.....	16
Charges à payer et Produits	17
Charges et produits constaté.....	18
Eléments constitutifs du fon.....	20
Nombre et valeur nominale de.....	21
Variation des capitaux propres.....	22
Précisions sur les transfert.....	23
Précisions sur les charges e.....	24
Liste des filiales (portrait).....	25
Engagements hors bilan.....	26
Crédit-Bail.....	27

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	843 800	813 291	30 509	0
Fonds commercial	2 233 516	0	2 233 516	265 800
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	621
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	3 077 317	813 291	2 264 026	266 421
Terrains	28 600	0	28 600	28 600
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel	8 068 211	5 962 710	2 105 502	2 156 024
Autres immobilisations corporelles	4 990 896	2 018 499	2 972 397	1 925 553
Immobilisations en cours	209 464	0	209 464	1 418 916
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	13 297 172	7 981 209	5 315 963	5 529 093
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	237 723	0	237 723	237 722
Autres immobilisations financières	2 100	0	2 100	2 100
TOTAL immobilisations financières	239 823	0	239 823	239 822
Total Actif Immobilisé (II)	16 614 311	8 794 500	7 819 811	6 035 336
Matières premières, approvisionnements	1 529 999	700 389	829 610	945 890
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	1 479 857	511 141	968 716	1 193 464
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	3 009 856	1 211 530	1 798 326	2 139 354
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	7 564 575	343 119	7 221 457	4 458 521
Autres créances	19 603 696	0	19 603 696	21 715 592
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	27 168 271	343 119	26 825 153	26 174 113
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	3 338 221	0	3 338 221	783 027
TOTAL Disponibilités	3 338 221	0	3 338 221	783 027
Charges constatées d'avance	94 232	0	94 232	54 209
Total Actif Circulant (III)	33 610 580	1 554 649	32 055 931	29 150 703
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	74 808		74 808	71 873
Total Général (I à VI)	50 299 699	10 349 149	39 950 550	35 257 912

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 75 660	75 660	75 660
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		10 837 504	10 837 504
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		7 567	7 567
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	4 078 692	4 078 691
TOTAL Réserves		4 086 259	4 086 258
Report à nouveau		10 164 129	6 305 572
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		4 370 293	3 858 556
Subventions d'investissement		800	1 200
Provisions réglementées		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		29 534 645	25 164 750
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		271 209	0
Provisions pour charges		2 185 487	2 603 021
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		2 456 695	2 603 021
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 812	0
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	3 342	0
TOTAL Dettes financières		5 154	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		616 162	300 530
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 428 366	2 760 460
Dettes fiscales et sociales		3 015 375	2 593 227
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		190 512	1 319 171
Autres dettes		499 817	393 924
TOTAL Dettes d'exploitation		7 750 233	7 367 312
Produits constatés d'avance		79 988	16 077
TOTAL DETTES (IV)		7 835 375	7 383 389
Ecart de conversion Passif (V)		123 835	106 752
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		39 950 550	35 257 912

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	3 064 056	27 944 193	31 008 249	25 453 287
Chiffres d'affaires nets	3 064 056	27 944 193	31 008 249	25 453 287
Production stockée			54 580	226 530
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			-248	-1 557
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 852 625	580 669
Autres produits			1 027 648	43
Total des produits d'exploitation (I)			33 942 854	26 258 972
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			5 372 577	4 740 558
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-184 769	-478 384
Autres achats et charges externes			11 399 570	8 900 563
Impôts, taxes et versements assimilés			470 412	370 442
Salaires et traitements			6 927 720	5 780 384
Charges sociales			2 708 623	2 741 015
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	1 140 145	843 071
		Dotations aux provisions	32 910	48 195
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	692 337	194 876
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	161 304	128 781
Autres charges			995 032	18 520
Total des charges d'exploitation (II)			29 715 862	23 288 021
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			4 226 992	2 970 947
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			6 323	43 352
Reprises sur provisions et transferts de charges			150 528	1 907 332
Différences positives de change			0	4 281 023
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			156 851	6 231 707
Dotations financières aux amortissements et provisions			29 095	121 161
Intérêts et charges assimilées			50 878	0
Différences négatives de change			0	4 219 285
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	1 858 891
Total des charges financières (VI)			79 973	6 199 337
RÉSULTAT FINANCIER			76 878	32 370
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			4 303 870	3 003 317

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	86 358	180 368
Produits exceptionnels sur opérations en capital	126 606	250
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	124 988
Total des produits exceptionnels (VII)	212 965	305 606
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	772	125 471
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	130 623	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	131 395	125 471
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	81 570	180 135
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	340 148	0
Impôts sur les bénéfices (X)	-325 000	-675 104
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	34 312 670	32 796 287
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	29 942 377	28 937 730
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	4 370 293	3 858 556

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

CEREP SA

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019

dont le total est 39 950 550 € et le résultat s'élève à 4 370 293 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Eurofins-Cerep s'est porté acquéreur, le 1er mars 2019, de la branche Services relatifs aux tests kinases exploitée auparavant par la société Eurofins Pharma Discovery Services UK.

II. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sont établis conformément au PCG et aux principes généralement admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après.

1) CHANGEMENTS COMPTABLES

Néant

2) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les éventuelles dépenses de développement sont inscrites en charge au fur et à mesure de leurs engagements.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue des immobilisations.

Les taux les plus couramment pratiqués selon le mode linéaire sont les suivants :

· Logiciels	3 ans
· Constructions	20 ans
· Installations techniques, matériels et outillages	5 à 8 ans
· Installations générales agencements, aménagements	10 ans
· Matériel de transport	5 ans
· Matériel de bureau et informatique	3 ans
· Mobilier	5 à 8 ans

Frais de recherche et développement

Les dépenses des phases de recherche des projets internes sont systématiquement comptabilisées en charges. De plus, lorsque la phase de recherche et la phase de développement d'un projet interne ne peuvent être distinguées, les dépenses encourues au titre du projet sont traitées comme s'il ne comportait qu'une phase de recherche.

Lignées cellulaires

Depuis 2003, Eurofins-Cerep acquiert et produit ses lignées cellulaires. Celles-ci constituent le matériel biologique destiné à produire les protéines utilisées dans la réalisation des tests de profilage pharmacologique.

Fonds de commerce

Le(s) fonds de commerce a/ont une durée d'utilisation non limitée et par conséquent n'est/ne sont pas amorti(s). Un test de dépréciation est effectué lorsqu'il apparaît un indice de perte de valeur et à minima une fois par exercice à la clôture des comptes.

Si la valeur actuelle du/des fond(s) de commerce devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

3) *PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES*

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

4) *STOCKS*

Les stocks de matières, fournitures et produits achetés sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute comprend le prix d'achat à l'exception de toute valeur ajoutée.

Les stocks de produits finis, les en-cours de production et les produits intermédiaires sont valorisés au coût de production. Ce coût est constitué du coût des matières, des fournitures, de la main-d'œuvre directe ainsi que de toutes les autres charges directes et indirectes afférentes.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée si la valeur de réalisation prévisionnelle est inférieure à la valeur brute déterminée selon les modalités indiquées ci-dessus.

5) *CREANCES*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable en respectant le principe de prudence.

Les dépréciations constatées sont individualisées en fonction du risque d'irrecouvrabilité de chaque créance.

Par ailleurs, pour les autres créances clients, une dépréciation forfaitaire est constatée sur la base de la balance âgée clients. Les taux de dépréciation sont croissants, proportionnellement au nombre de jours de retard de règlement par facture.

6) *PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES*

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et dont l'évaluation peut être faite avec une fiabilité satisfaisante.

7) *ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE*

Les engagements de la société en matière de retraites sont comptabilisés sous forme d'une provision pour charges. La provision inclut les écarts actuariels et les hypothèses retenues sont les suivantes :

- âge de départ : 65 ans pour les cadres et 63 ans pour les non cadres
- probabilité de survie : selon les tables de mortalité établies par l'INSEE
- taux de turn-over : entre 0% et 9% selon l'âge
- taux d'inflation des salaires : 2.5 %
- taux d'actualisation financière : 0.6 %
- taux moyen des charges sociales : 41%
- convention collective applicable : industrie pharmaceutique

En vertu de la recommandation n°2013.02 du 7 novembre 2013 de l'ANC autorisant l'application d'IAS19 révisé dans les comptes sociaux, la société a évalué ses engagements de retraite selon la méthode 2 et a comptabilisé les écarts actuariels immédiatement et intégralement en résultat, en résultat financier.

8) *PROVISION POUR PERTE DE CHANGE ET OPERATIONS EN DEVISES*

Les créances, les dettes et les disponibilités en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées sur la base du cours de change du mois précédant l'opération. A la clôture de l'exercice, toutes les opérations en devises figurant au bilan sont converties sur la base du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes. Les différences de conversion sont inscrites aux comptes transitoires.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

8) *PROVISION POUR PERTE DE CHANGE ET OPERATIONS EN DEVISES*

La Société applique la méthode dite « à l'avancement », pour la valorisation des contrats de prestations de services en cours à la clôture de l'exercice.

L'ajustement du chiffre d'affaires (constitué par les produits facturés aux clients selon les modalités contractuelles) sur les produits réellement acquis, compte tenu de l'avancement des travaux réalisés, est constaté selon le cas en facture à établir ou en produit constaté d'avance.

Pour les prestations continues, notamment les contrats de collaboration à long terme, les produits sont comptabilisés prorata temporis dès lors qu'ils correspondent à une contribution contractuellement acquise au titre de l'exercice considéré

III. AUTRES INFORMATIONS

1) *PARTIES LIEES*

L'ensemble des opérations avec les parties liées sont conclues à des conditions normales.

2) *VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRE*

Catégorie d'activité	CA 2019 (en k€)
SERVICES	31 008
TOTAL	31 008

3) *IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE*

La société est incluse dans le périmètre de consolidation par intégration globale de la société :

EUROFINS SCIENTIFIC SE

Val Fleuri 23

1526Luxembourg

Les comptes consolidés sont disponibles sur le site d'Eurofins : www.eurofins.com

4) *REGIME FISCAL***INTEGRATION FISCALE**

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la mère intégrante est la société EUROFINS SCIENTIFIC SE.

Conformément à la convention d'intégration fiscale, l'impôt est supporté personnellement et définitivement par Eurofins Scientific SE. Cette dernière reverse à la société les crédits d'impôts obtenus de son fait.

Aucune charge d'impôt sur les sociétés n'est donc comptabilisée dans les comptes de la société au titre de l'exercice clos le 31/12/2019.

Le montant de l'impôt sur les sociétés qui aurait été supporté par la société en l'absence d'intégration fiscale s'élève à 480 799.12 €.

Les déficits reportables au 31/12/2019 s'élèvent à 23 865 293 € dont 23 865 293 € nés avant l'intégration fiscale.

CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI (CICE)Pour les sociétés intégrées fiscalement :

Les créances de CICE constatées pour les exercices 2016, 2017 et 2018 n'ont pas été perçues. Elles constituent un stock de crédit d'impôt qui sera imputé sur l'impôt dû au titre des 3 prochaines années et la part non utilisée sera remboursée par l'administration fiscale à l'issue de cette période.

CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

Certaines dépenses supportées par la société ouvrent droit au crédit d'impôt recherche.

Le produit de crédit d'impôt est comptabilisé au fur et à mesure des dépenses éligibles engagées dans l'année.
Au titre de l'exercice, le crédit d'impôt s'est élevé à 492 460 €.

A la clôture, la créance de crédit d'impôt recherche s'élève à 2 485 460 €.

5) EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen présenté est la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'année civile.
L'effectif moyen par catégorie employé pendant l'exercice est le suivant :

Catégorie d'effectifs	
Cadres	41
Non cadres	143
TOTAL	184

6) REMUNERATIONS

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car, en raison du nombre des intéressés, cela conduirait à publier des rémunérations individuelles.

Aucun engagement pour pension de retraite n'a été contracté ni aucune avance ou crédit octroyé.

IV. EVENEMENTS POST-CLOTURE

Les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par la crise du COVID-19 au premier trimestre 2020 et la Société s'attend à un impact négatif sur ses états financiers 2020. La Société, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel. A la date d'arrêté des états financiers 2019 de la Société par le Conseil d'administration, la direction de la Société n'a pas connaissance d'incertitudes significatives de nature à remettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 078 676	0	1 998 641
Terrains		28 600	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		7 029 513	0	1 877 168
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	1 387 594	0	392 653
	Matériel de transport	10 869	0	1
	Matériel de bureau et mobilier informatique	901 488	0	28 145
	Emballages récupérables et divers	2 270 147	0	0
Immobilisations corporelles en cours		1 418 916	0	0
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL (III)		13 047 127	0	2 297 967
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		239 822	0	1
TOTAL (IV)		239 822	0	1
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		14 365 625	0	4 296 608
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Réévaluation
		Virement	Cession	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	3 077 317
Terrains		0	0	28 600
Constructions	Sur sol propre	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	838 470	8 068 211
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements	0	0	1 780 247
	Matériel de transport	0	0	10 870
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	929 633
	Emballages récupérables et divers	0	0	2 270 147
Immobilisations corporelles en cours		0	1 209 452	209 464
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL (III)		0	2 047 922	13 297 172
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	0	239 823
TOTAL (IV)		0	0	239 823
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	2 047 922	16 614 311

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables				Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)				0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				812 253	1 038	0	813 291
Terrains				0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre			0	0	0	0
	Sur sol d'autrui			0	0	0	0
	Installations générales, agencements			0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages				4 873 489	1 050 439	708 842	5 215 086
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers			1 075 164	60 099	0	1 135 263
	Matériel de transport			10 869	1	0	10 870
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			843 798	28 569	0	872 367
	Emballages récupérables et divers			0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)				6 803 320	1 139 107	708 842	7 233 585
TOTAL GENERAL (I + II + III)				7 615 573	1 140 145	708 842	8 046 876
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		0	0	0	0	0	0
Cadre C				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations				0	0	0	0

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	47 100	0	8 054	39 046
Provisions pour pensions	2 196 718	140 533	151 764	2 185 487
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	359 203	85 867	212 907	232 163
TOTAL (II)	2 603 021	226 399	372 725	2 456 695
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	714 714	32 910	0	747 624
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	631 153	580 784	407	1 211 530
Provisions sur comptes clients	267 565	75 553	0	343 119
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	1 613 432	689 247	407	2 302 273
TOTAL GENERAL (I + II + III)	4 216 453	915 647	373 132	4 758 968
Dont dotations et reprises d'exploitation		886 552	222 604	
Dont dotations et reprises financières		29 095	150 528	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations				0	0	0	
Prêts				237 723	0	237 723	
Autres immos financières				2 100	0	2 100	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				239 823	0	239 823	
Clients douteux ou litigieux				293 196	293 196	0	
Autres créances				7 271 380	7 271 380	0	
Créances représentatives de titres prêtés				0	0	0	
Personnel et comptes rattachés				17 585	17 585	0	
Securité sociale et autres organismes sociaux				368	368	0	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices			1 351 787	1 015 705	336 082	
	Taxe sur la valeur ajoutée			200 223	200 223	0	
	Autres impôts			0	0	0	
	Etat - divers			56 131	56 131	0	
Groupes et associés				17 690 053	16 334 907	1 355 146	
Débiteurs divers				287 549	287 549	0	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				27 168 271	25 477 044	1 691 228	
Charges constatées d'avance				94 232	94 232	0	
TOTAL DES CREANCES				27 502 326	25 571 276	1 931 050	
Prêts accordés en cours d'exercice				0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice				0			
Prêts et avances consentis aux associés				0			
Cadre B	Etat des dettes			Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles				0	0	0	0
Autres emprunts obligataires				0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				1 812	1 812	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers				3 342	3 342	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés				3 428 366	3 428 366	0	0
Personnel et comptes rattachés				1 674 721	1 674 721	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				926 844	926 844	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			83 495	83 495	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée			109 127	109 127	0	0
	Obligations cautionnées			0	0	0	0
	Autres impôts			221 188	221 188	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				190 512	190 512	0	0
Groupes et associés				0	0	0	0
Autres dettes				1 115 980	1 115 980	0	0
Dette représentative de titres empruntés				0	0	0	0
Produits constatés d'avance				79 988	79 988	0	0
TOTAL DES DETTES				7 835 375	7 835 375	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice				0			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	616 162
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 086 851
Dettes fiscales et sociales	2 420 744
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	190 512
Autres dettes	0
Total	4 314 269

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	1 702 137
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0
Etat et autres collectivités publiques	56 131
Autres créances	56 661
Disponibilités	0
Total	1 814 929

Charges constatées d'avance

[illegible]

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Produits constatés d'avance

[illegible]

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Eléments constitutifs du fonds commercial

Le fonds commercial se décompose de la manière suivante :

	Valeur nette	Taux d'amortissement
Droit au bail		
Eléments achetés avec protection juridique	2 233 516.24	n/a
Eléments achetés sans protection juridique		
Eléments dont l'inscription résulte d'une réévaluation		
Eléments reçus en apport		
Total	2 233 516.24	

Le(s) fonds de commerce ne sont/ n'est pas amorti(s)

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2019	Valeur nominale
Actions ordinaires	5 044			5 044	15
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
Total	5 044	0	0	5 044	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N -1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	75 660						75 660
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	10 837 504						10 837 504
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	7 567						7 567
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	4 078 691						4 078 691
Report à nouveau	6 305 572				3 858 556		10 164 128
Résultat de l'exercice n-1	3 858 556		3 858 556				0
Résultat de l'exercice n		4 370 293					4 370 293
Subventions d'investissement	1 200		400				800
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	25 164 750	4 370 293	3 858 956	0	3 858 556	0	29 534 643

Transferts de charges

Transferts de charges	Exploitation
Transferts de charges d'exploitation	1 629 774
Transferts de charges financières	0
Transferts de charges exceptionnelles	0
TOTAL	1 629 774

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
REPRISE CLIENTS CREDITEURS	0	85 658
TRANSFERT IMMOBILISATION	0	126 206
AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELLS	0	1 100
TRANSFERT IMMOBILISATION ET MISE AU REBUT	130 623	0
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	772	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	131 395	212 965

Liste des filiales et participations										
Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats (4)	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)				0	0	0	0			
Participations (10 à 50% du capital) - à détailler				0	0	0	0			
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										
TOTAL				0	0					
(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).										
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.										
(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.										

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
A.Total engagements liés à l'exploitation	0	0	0	0
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
B.Total engagements liés au financement	0	0	0	0
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
C. Total autres engagements donnés	0	0	0	0
I. Total engagements donnés (A+B+C)	0	0	0	0
Engagements reçus (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
II. Total engagements reçus	0	0	0	0
Engagements réciproques (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
III. Total engagements réciproques	0	0	0	0

Crédit-bail

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					0
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					0
· Dotation de l'exercice					0
Total	0	0	0	0	0
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs					0
· Exercices					0
Total	0	0	0	0	0
Redevances restant à payer :					
· A 1 an au plus					0
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					0
· A plus de 5 ans					0
Total	0	0	0	0	0
Valeur résiduelle :					
· A 1 an au plus					0
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					0
· A plus de 5 ans					0
Total	0	0	0	0	0
Montant pris en charge dans l'exercice					0